

Nouvelles pratiques sociales



Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours : continuités et ruptures*, Montréal, Le Centre de formation populaire et les éditions du Fleuve, 1989, 307 p.

Laval Doucet

Volume 3, Number 1, Spring 1990

Mouvements sociaux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301080ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301080ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Doucet, L. (1990). Review of [Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours : continuités et ruptures*, Montréal, Le Centre de formation populaire et les éditions du Fleuve, 1989, 307 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 3(1), 147–152. <https://doi.org/10.7202/301080ar>

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université du Québec, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

❖ *Mouvement populaire
et intervention
communautaire
de 1960 à nos jours:
continuités et ruptures*

*Louis FAVREAU
Montréal, Le Centre de formation
populaire et les éditions du Fleuve,
1989, 307 p.*

À vrai dire, j'avais le goût de faire cette recension. Connaissant bien l'auteur et éprouvant un petit penchant pour le sujet, je me suis dit: «pourquoi pas?» Par contre, j'étais bien conscient des risques: un «chum», un sujet large et délicat, le contexte montréalais et ses particularités et surtout les préjugés de l'écologie sociale libertaire. Peut-être eût-il mieux valu m'abstenir? J'ai fini par succomber, sachant bien que d'autres artilleurs plus futés en «populaire et communautaire» se paieraient un «petit quart d'heure» à même l'œuvre de celui qu'on a un jour appelé «le grand timonier» et qu'en fin de compte le jugement des pairs serait là.

Qu'est-ce qui peut bien amener Favreau, ce chevalier des écritures, sur la place publique encore une fois? Bien simple, je crois. Après avoir passé sa verte jeunesse professionnelle dans les antres de la pratique sociale populaire et communautaire des conseils d'œuvres, CLSC et au Centre de formation populaire et accumulé un trésor d'informations et d'expériences,

il s'est inscrit, au mi-temps et grisonnant, à la banque du département de sociologie et là, avec ses conseillers, il a fait le décompte de son avoir, rangé les actifs et passifs et aujourd'hui il nous ouvre son carnet.

Son million, c'était de prouver que les devises populaires et communautaires ne sont pas dévaluées, encore moins moribondes, mais bien plutôt qu'elles ont changé de cours; elles sont en mutation, nous dira-t-il tout au long de l'ouvrage. Les groupes populaires et communautaires ne se limitent plus aux protestations, aux services et à l'entraide du social traditionnel. Non, ils ont investi le champ de l'économie et sont devenus des entrepreneurs et des producteurs d'emplois à côté de l'État et de l'entreprise privée classique.

Mais comment s'y prend-il pour démontrer cette «ambitieuse hypothèse»? C'est ce que nous verrons en survolant très rapidement les 360 pages de cette étude.

L'auteur choisit d'abord (chapitre 2) de refaire l'itinéraire du mouvement populaire et communautaire de 1960 à 1988. Bonne idée, direz-vous, de voir défiler les atomes et les fragments de la petite histoire sur l'arrière-plan de la conjoncture socio-économique nationale et internationale. J'en conviens. Mais attention, la parade commence avec le *big band* des comités de citoyens vers 1960. Le deuxième char, c'est le Front d'action populaire (FRAP) aux couleurs de la protestation populaire, des conditions de vie de quartier, des syndicats, de la question nationale et de la crise d'octobre. Suivent de près les CLSC, en 1972, comme prolongement d'initiatives de quartier et plus tard comme ingrédient d'un grand plan collectif. Le défilé continue avec les garderies, les maisons de quartier, les organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) sans oublier, au char suivant, les coopératives d'habitation, les groupes de recherche technique (GRT) et les fameux «Sommets populaires» de 1980 et 1982 avec plus de 160 groupes qui parlent de santé, d'éducation, de loisir, de consommation, de répression, de discrimination, d'information, de culture, d'environnement, de pollution, de logements, etc.

Au dernier rang, témoin des années difficiles de l'échec référendaire et de la crise économique, le dernier char exhibe les figures émaciées des «M-L» et des nombreux militants des années 70 en *burnout*. Mais, signe des temps et manifestation incontestable de l'instinct d'émergence propre à toute forme de vie, voici apparaître de nouveaux filons qui ont pour nom: les jeunes, leur regroupement et leurs maisons; les femmes et leurs maisons, bastion contre la violence; les personnes âgées proclamant leurs droits en association; et, de façon de plus en plus visible, des groupes portant à bout de bras leur utopie, soit les corporations de développement économique

(CDEC). S'il y a véritablement mutation, c'est sûrement ici que se trouve le point de passage entre ces deux espèces différentes du caractère social. Sur ce, le défilé prend fin pour céder la place à un chapitre d'une grande densité et d'une importance capitale.

Dire que le chapitre 3 examine à la loupe les organismes populaires et communautaires des quartiers Hochelaga-Maisonneuve, Centre-Sud et la Petite-Patrie serait un abus de langage; on ne peut ramener le Pavillon d'éducation communautaire à quatre paragraphes sans l'atrophier. Il eut fallu une monographie complète, ce qui n'était pas l'objectif de la présente. Je crois cependant que Favreau s'est servi du peigne fin des 60 informateurs clés pour ratisser les fragments populaires et communautaires significatifs, comme c'est le cas de la Puce communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve, et ainsi réunir l'information suffisante.

Recenser l'information est une chose; l'assembler pour fin d'interprétation en est une autre. Pour chaque quartier, la composition du tableau d'ensemble provient de la lecture de deux rubriques: d'un côté le portrait et les pôles d'attraction des groupes, de l'autre leur état de santé et les perspectives. Avec un peu d'imagination, on voit l'auteur disposer ces constituants à la manière des systèmes ouverts en vue de produire l'image d'un tout intégré.

Le quatrième chapitre sur l'économie communautaire veut nous montrer que la mouvance populaire et communautaire est passée du social de la revendication et de la protestation à l'économique de la production d'emplois et de services et que s'il y a économie communautaire c'est parce qu'il y avait au préalable une force populaire. Après tout le questionnement sur la nature, les limites et les possibles de cette stratégie et de son incarnation principale, soit les CDEC, on part en opération. Au loin, le capitaine montre le contour des expériences de Saint-Hyacinthe, Victoriaville et, comme il est de mise, tire sa révérence aux Américains. Ils y avaient pensé depuis 20 ans, eux.

Si ce chapitre nous fait voir le social en direction de l'économique, le chapitre 5 a comme prétention de montrer le rôle du social et son influence sur la politique. Dans la vitrine, côte à côte, trois produits: l'expérience de FRAP, celle du marxisme-léninisme et celle du Regroupement des citoyens de Montréal (RCM).

Histoire courte, mais combien intense que celle du FRAP de 1968 à 1973, qui a émergé d'un bouillon de culture où l'un des ingrédients majeurs était sans conteste le mouvement populaire et communautaire. Pour Favreau, le FRAP «aura néanmoins laissé entrevoir la possibilité d'un véritable parti populaire» (p. 167).

La peinture du courant «M-L» est très réussie. Pas de doute que pendant ses années au Centre de formation populaire, l'auteur s'est retrouvé au milieu d'un chassé-croisé d'une grande fébrilité entre partisans de factions opposées. Il décrit bien les conséquences quand il cite un témoin rappelant comment cette pratique du socialisme, tout en éclairant les consciences populaires, n'en a pas moins sorti les militants des quartiers en les branchant sur des questions plus larges (p. 174).

Quant au RCM où se retrouvent quelques militants de la première heure du FRAP, son jugement est catégorique: «[...] un parti faible avec une administration forte» (p. 182).

Le chapitre s'éteint avec des considérations sur la gauche où l'on sent que le feu des grands idéaux préparant la venue du grand soir s'est amorti pour faire place à l'expérimentation sociale à petite échelle (p. 185).

Les rapports avec l'État, au chapitre 6, sont étudiés sous l'angle du financement. Après avoir fait un bref exposé sur les sources publiques et privées de financement, l'auteur aborde la question des dimensions politiques du financement. Est-ce un devoir de l'État de financer les organismes? Y a-t-il risque de perdre son autonomie et de devoir verser dans la soustraction pour éviter l'asphyxie? Peut-on envisager des marges d'autonomie cohabitant avec des mandats de l'État? Est-il tout simplement préférable de prévoir des stratégies financières visant la diversification des sources de revenus incluant même la production de biens et services?

Le volet sur les rapports avec les CLSC nous rappelle la genèse des CLSC, le produit fini d'une revendication originant des quartiers populaires. Mais aussitôt se pose la question du travail social dans les CLSC: l'intervention individuelle vue comme la béquille d'une société produisant des inégalités face à l'intervention communautaire en rébellion et travaillant sur les conditions de vie et la réforme.

Alors qu'ils étaient vus comme un maillon indispensable dans la chaîne des services de bien-être, les CLSC des années 80 sont remis en question comme un bien luxueux dans une société néo-libérale. Et plus d'un voient les organismes communautaires comme la solution bon marché pour se substituer au désengagement de l'État. Cette nouvelle stratégie se répercute directement sur les services d'action communautaire des CLSC, qui sont mis sur la défensive, gelés dans leurs effectifs ou tout simplement abolis.

Qu'advient-il de l'intervention communautaire, elle qui se trouve déchirée entre, d'une part, les revendications de l'action sociale sur les conditions de vie et, d'autre part, l'approche de planning social du type service à des populations cibles?

L'étude proprement dite se termine au chapitre 6, mais l'auteur choisit de faire un petit exercice de prospective pour les années 90 et ouvre un septième chapitre à cet effet. Il rappelle que «le mouvement prend un tournant significatif» sur les questions de l'économie communautaire, de l'aménagement du territoire, du désarmement et de la paix et du regroupement des femmes ou des jeunes. Il n'est pas question de voir un déclin du mouvement mais bien plutôt une transformation sociale et culturelle.

Au chapitre 8 traitant des pistes et perspectives, rien de tellement nouveau, sauf, et nous en reparlerons, qu'une définition du mouvement populaire et communautaire est énoncée.

QUELQUES NOTES D'ÉVALUATION

Au-delà des critiques que cette recherche ne manquera pas de soulever, son grand mérite aura été de faire l'histoire du mouvement populaire et communautaire sur une séquence de trente années. On ne pourra contourner cette référence.

À mon avis, un point fort de l'étude n'est pas tant d'avoir montré qu'il y a mutation sociale et culturelle du front volontaire, mais bien d'avoir démontré comment le populaire et le communautaire lui a été associé. C'est en analysant minutieusement les atomes de cette action et en les resituant sur la trame de la grande histoire que l'auteur y parvient.

Une mouche m'a cependant agacé tout au long du parcours, au point même de m'impatisser. Son nom: *æquivocus conceptualis*. Son aire de reproduction: la notion de groupe populaire et la notion de groupe communautaire. Ne vous scandalisez pas, cher collègue, vous en avez parlé souvent, mais jamais d'une façon nette et précise et à l'endroit où il eut fallu le faire, soit au tout début de l'étude.

Vous nous avez donné à penser tout au long que le populaire était le reflet du quartier populaire, c'est-à-dire le milieu des gens pauvres, des petits salariés, sur l'assistance sociale ou le chômage, là où fleurit la culture traditionnelle par opposition à la culture contemporaine (p. 53). Le communautaire, dites-vous, ce sont les services, l'entraide (p. 85). Mais dans les faits, vous ne les distinguez pas; à preuve, vous parlez du secteur communautaire et vous y incluez les organisations populaires, les coopératives d'habitation, les groupes d'entraide, les radios et les journaux communautaires (p. 108). Un tel laxisme ouvre la porte au mouvement national avec ses cadres et ses ministres, au mouvement féministe incluant ses protagonistes enseignantes à l'université, au mouvement pour la paix et le

désarmement et, finalement, aux défenseurs de l'environnement. J'y perds mon latin. Il y a trop de monde dans cette parade.

À mon avis, vous avez traité du secteur volontaire de l'action sociale. C'est intéressant mais l'inconvénient est qu'on y retrouve, dans cet amalgame des bourgeois, des pauvres, des analphabètes, des gens cultivés, des philanthropes et des dépendants.

Enfin, ce qui me restera quand j'aurai tout oublié, c'est que la force populaire et communautaire a prouvé que le développement économique par les gens du social est non seulement plausible mais qu'il se déroule bel et bien sous nos yeux au Québec. S'il lui fallait une accréditation par une plume prestigieuse, c'est maintenant chose faite.

Laval DOUCET
École de service social
Université Laval